

LA POLITIQUE INTERIEURE DU GAULLISME

Il apparaît nécessaire, à l'aube d'un nouveau septennat gaulliste, de dresser le bilan de l'action du régime.

En 1958, le pouvoir politique apparaissait encore entre les mains des "élites traditionnelles de la 3^e république".

Néanmoins, l'élan donné par les nationalisations de 1945, les nécessités de la reconstruction, la modernisation des secteurs essentiels grâce au plan Marshall, avaient introduit une dichotomie entre les centres de décisions réels et les structures politiques théoriquement chargées du pouvoir. Ce n'est pas sans ironie que l'on peut constater que le 13 mai, expression politique de couches sociales condamnées (gros agrariens algériens, archéo industriels) dont les lobbys jouissaient d'une influence démesurée dans le cadre du régime d'assemblée, allaient permettre l'instauration d'une concentration du pouvoir légal parallèle à celle du pouvoir économique.

Depuis le mouvement s'est accéléré sous l'effet de la politique volontariste de Giscard d'Estaing :

Sacrifice des secteurs considérés comme non rentables (St Nazaire, Mineurs), Aide à la concentration des entreprises, politique fiscale tendant à majorer l'auto-investissement des trusts, coïncidant avec les tentatives d'intégration de la classe ouvrière (politique des revenus, commission Toutée) et l'essai d'une régulation de l'inflation et "détendant artificiellement" le marché du travail (plan

de stabilisation). Cette volonté d'accoucher au forceps, d'une économie concurrentielle dans l'optique d'une compétition mondiale n'allant pas sans contradictions internes : faible investissement dans la recherche scientifique appliquée, déséquilibre accru vis à vis de l'Amérique dans le domaine technologique, difficulté d'organisation de l'Université en tant que rouage économique (plan Fouchet).

Tout cela, désormais patent, il n'est sans intérêt de rappeler que nous le dénoncions dès 1958.

Cf. l'article de Serge Mallet (Les Temps Modernes - Novembre 1958). " Une nouvelle étape du capitalisme " : " ... la vérité est que de Gaulle est l'accoucheur d'un système politique nouveau, celui qui correspond sur le plan des institutions au rôle de l'Etat capitaliste moderne. Il est l'instrument politique de la domination étatique du grand capital financier et de la technocratie dirigeante qui en assure la gestion. Nous avons souligné l'existence d'une nouvelle forme de capitalisme, caractérisée par l'Intervention économique de l'Etat, l'interpénétration du capitalisme industriel et du capital financier, la planification relative de la production, des investissements et l'existence d'un nouveau type de classe ouvrière étroitement intégrée au cycle de la production et de la consommation".

Sept ans après ces lignes prenant l'allure d'une analyse politico-économique quasi prophétique.

1965 est l'année, à la fois du Ve plan et de l'élection présidentielle au suffrage universel.

Sans nous attarder sur les superstructures du gaullisme, nous voulons ouvrir le débat sur la nature de son économie et des forces économiques qui le soutiennent. Pour cela, un de nos camarades, fera dans le prochain numéro, une étude détaillée et conjoncturelle du septennat sur le plan économique et financier.

Un second article suivra sur les options économiques et sociales du cinquième plan, qui portera plus particulièrement sur la politique d'investissement du régime dans les secteurs collectifs (habitation, enseignement, santé, etc ...). Pour ce premier numéro, nous essaierons de replacer le contexte gaulliste dans une mutation beaucoup plus générale que celle du capitalisme d'organisation.

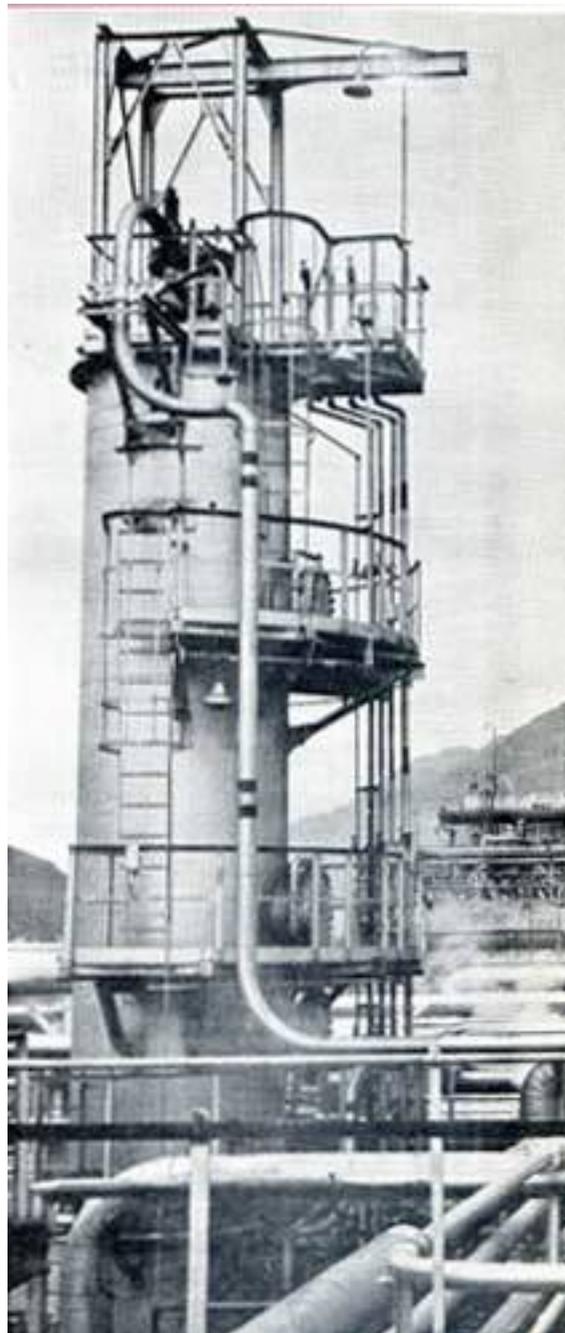
Capitalisme d'organisation

La notion chère à Herbert Marcuse a gagné l'ensemble des cercles de réflexion économique, infrastructuraliste comme nous qualifient certains, qui s'inspirent du courant de renouveau de la gauche dont nous sommes l'élément organisé.

C'est le nom que l'on a donné à l'organisation économique qui se dégage dans les pays capitalistes avancés à partir de la seconde guerre mondiale.

Du point de vue de l'histoire des cycles économiques nous avons de toute évidence assisté au cours de cette période à un nouveau mouvement de période longue englobant plusieurs cycles normaux expansion-déflation ou mouvement Kondratieff.

D'après Schumpeter, les périodes longues d'expansion économique accélérée s'expliquent fondamentalement par une succession rapide d'innovations technologiques.



Ce mouvement d'innovation semble même tendre à devenir permanent sous l'influence de la course permanente aux armements.

L'innovation technologique apparaît traditionnellement en grappe car elle ne résulte pas automatiquement de la découverte :

En effet, les découvertes restent gelées en attendant la complète valorisation des investissements dans les procédés désuets. Mais cette pratique serait un suicide dans le domaine des armements, où toute avance

technologique peut aboutir à un déséquilibre définitif.

Ce qui nous amène à préciser les traits essentiels de ce nouveau visage du capitalisme

1 - l'accroissement du rythme de l'innovation technologique rend nécessaire le calcul, aussi exact que possible, de l'amortissement, et une planification à long terme des prix de revient.

2 - la troisième révolution industrielle se traduit par une énorme augmentation de la productivité industrielle, d'où résulte une augmentation continue du "coût de vente" d'où développement continu des techniques de marketing, d'études des marchés.

Pour éviter la répétition de la crise de 29 l'état fait appel de plus en plus aux techniques anti-cycliques ainsi qu'aux techniques de création de pouvoir d'achat et de redistribution des revenus.

La combinaison de ces différents facteurs se traduit par l'introduction dans l'économie capitaliste des techniques de programmation indicative qui ne sont autre chose que l'établissement par les groupements patronaux, de prévisions basées sur la projection des tendances actuelles rectifiées par les calculs d'élasticité de la demande.

Le néo-capitalisme, dans la mesure même de ses succès, engendre de nouvelles contradictions.

"En premier lieu il tend à réduire l'armée de réserve industrielle et peut même aboutir à la situation de quasi plein emploi".

Le néo-capitalisme essaie d'y faire face par deux méthodes.

La solution économique consiste à développer l'automation, laquelle vise à reconstituer l'armée de réserve industrielle,

l'augmentation annuelle de productivité dépassant l'augmentation annuelle de la production.

La solution d'ordre socio-politique consiste à exercer une forte pression sur les syndicats, soit par une politique de blocage volontaire des salaires, soit en limitant par la loi les possibilités de négociation et le droit de grève (lois antigève en France).

La deuxième contradiction est celle qui résulte de la méthode qui consiste à stimuler la croissance par une inflation modérée. "L'inflation larvée" est une des contradictions fondamentale du néo-capitalisme et du Welfare State . A longue échéance elle dégrade le pouvoir d'achat des principales devises, stimule la spéculation et sape le fonctionnement du système.

La Troisième contradiction est celle qui existe entre le développement continu des nations développées face à un appauvrissement réel des pays sous-développés (cf Pierre Moussa, les Nations prolétaires).

De la priorité donnée à l'une de ces contradictions naissent des stratégies différentes. Nous ouvrirons nos colonnes aux partisans de chacune d'elles, persuadés que nous sommes que dans l'état actuel de décomposition et de social-démocratisation des anciens appareils qui se réclament de la classe ouvrière, l'élaboration théorique et l'analyse économique prennent une importance qu'elles n'auraient jamais dû perdre.

Clément SANDY



Nlle Série – Novembre 1965 N°1